

Vers une « pédagogie populaire » en ZEP

Gérard Chauveau, chercheur en sciences de l'éducation, auteur de « Comment réussir en ZEP » (éditions RETZ) apporte ici des éléments de réflexion sur les zones sensibles. Comment faire pour que (presque) tous les élèves apprennent et réussissent à l'école (de 6 à 16 ans) ? Comment faire réussir les enfants des écoles en milieux populaires ? Quelles pédagogies de la réussite mettre en œuvre dans les Zones d'Éducation Prioritaire ?

La première façon de traiter ces questions est d'analyser le sens, c'est-à-dire la signification et la direction, que les acteurs de l'École donnent à l'école en milieu (très) populaire et à l'action pédagogique qu'on y mène. Il y a deux réalités ZEP opposées, deux mouvements ZEP contraires. L'un essaie de construire « l'école populaire », c'est-à-dire l'école de la réussite pour tous dans les quartiers populaires, et des zones d'excellence pédagogique. Le second organise « l'école-ghetto », c'est-à-dire un réseau de sous écoles réservées aux pauvres et aux immigrés, et des zones d'échec prolongé.

Un dispositif nouveau (celui de l'éducation prioritaire par exemple) et une pédagogie nouvelle (la pédagogie Freinet par exemple) peuvent servir de logistique à deux démarches, à deux dynamiques politico-pédagogiques antagonistes. Ou bien la dynamique enclenchée « tire vers le haut » ; on donne effectivement « plus et mieux » de pédagogie à ceux qui ont moins, plus et mieux d'apports intellectuels, plus et mieux de stimulations, plus et mieux de

ressources pédagogiques, plus d'exigence et d'ambition. Ou bien elle « tire vers le bas » ; on donne moins (moins d'enseignements, moins de qualité didactique, moins d'aides aux apprenants, moins de stimulations, moins d'ambitions...). La logique « du ghetto » ou de la « zone » l'emporte, elle conduit à concentrer et à occuper les pauvres et/ou les élèves en échec dans des (pseudo) écoles « spéciales ».

Les innovations en ZEP - qu'elles soient organisationnelles, structurales, pédagogiques - sont introduites sur des « terrains » ou dans des contextes scolaires-pédagogiques opposés. Dans un cas, le « terrain » est propice aux changements et à la démocratisation de la réussite scolaire : le groupe d'enseignants est solide, la mixité sociale du public scolaire est assurée, l'image de l'établissement ZEP est bonne aux yeux de la population et des enseignants. L'innovation (par exemple la pédagogie Freinet, le partenariat autour de l'école...) peut alors être un outil de promotion intellectuelle

et culturelle pour les enfants et les jeunes d'origine (très) populaire... et pour le quartier. Dans le deuxième cas, c'est la situation inverse : l'établissement est « fui » par une bonne partie des parents (l'évitement concerne parfois plus de 30 % des élèves du secteur) ; il a une « mauvaise réputation » aussi bien dans la ville qu'au sein de l'institution scolaire.

L'innovation pédagogique risque fort de devenir le moyen d'aménager une forme d'apartheid scolaire ou d'accompagner les processus de relégation et de ségrégation qui traversent les ZEP et les « quartiers ».

La deuxième façon d'aborder les conditions pédagogiques de la « réussite pour tous » en ZEP consiste à partager les données fournies par les évaluations et les chercheurs depuis une vingtaine d'année.

1) Il y a deux fois plus d'élèves faibles (en français et en mathématiques) et deux fois moins d'élèves forts dans les écoles de ZEP que dans les écoles hors ZEP (voir les analyses des évaluations nationales de CE2

et de 6^{ème}). Environ 15 % des élèves entrant au collège sont de faibles lecteurs... voire des « illettrés scolaires » ; ils sont 25 % ou 30 % dans les ZEP (Brizard, 1995 ; Andrieux et al., 2001).

2) Les élèves de ZEP - et d'une manière générale, les enfants de milieu social défavorisé - se caractérisent par une grande dispersion de leurs performances scolaires ; ils sont « plus hétérogènes » que les élèves hors ZEP. A la fin du CP, par exemple, l'éventail des scores en lecture est plus grand chez les enfants de travailleurs immigrés en ZEP que chez les élèves hors ZEP appartenant à des classes moyennes (Chauveau et Rogovas-Chauveau, 1990).

Autre exemple : dans un même collège ZEP, les résultats en lecture (vitesse et compréhension) des élèves de 6^{ème} peuvent varier de 1 à 6 et même parfois de 1 à 10.

3) La concentration d'élèves de milieux défavorisés va souvent de pair avec de moins bonnes performances scolaires (Mingat, 1994). Ainsi, à milieu social équivalent, un élève scolarisé en ZEP ou dans un établissement « populaire » a, en moyenne, des résultats (en lecture et en mathématique) légèrement moins bons que dans un établissement hors ZEP (DEP, 1992 ; Meurat, 1994).

4) Les enfants d'origine populaire et les élèves faibles sont les plus sensibles aux variables pédagogiques et à l'environnement scolaire (Fijalkow, 1986 ; Bressaux, 1994 ; Meuret, 1995). C'est sur eux en particulier que l'« effet maître » (les pratiques pédagogiques) joue le plus. C'est avec ces deux publics - les élèves

de milieux défavorisés et les élèves faibles - que la « qualité » ou « l'efficacité » des maîtres apparaît la plus déterminante.

Les acteurs des ZEP - et notamment les enseignants en ZEP - sont confrontés à quatre problèmes pédagogiques **prioritaires** :

- Comment aider et mettre à niveau les élèves faibles (qui sont deux fois plus nombreux en ZEP) ? Comment amener tous les élèves de ZEP à maîtriser les compétences de base en lecture, écriture, mathématique (un sur quatre ou un sur trois ne les maîtrise pas à l'entrée du collège) ?

- Comment gérer l'hétérogénéité des élèves (plus grande en ZEP) ? Comment prendre en compte la grande diversité des niveaux scolaires ? Comment éviter de « niveler par le bas » (en ne se préoccupant que des faibles) ou au contraire, de laisser « décrocher » les élèves les plus fragiles (en se fixant trop sur les bons ou/et sur « les programmes ») ?

- Comment éviter ou contrecarier l'effet négatif que peut avoir le regroupement d'élèves d'origine (très) populaire ?

- Comment créer et mobiliser des ressources et des personnels pédagogiques de qualité dans l'ensemble des classes et des établissements ZEP ? Comment éviter ou réduire les faiblesses de l'intervention et de l'encadrement éducatifs (instabilité des enseignants, manque d'expérience ou de formation, démobilité...)?

En résumé, le défi pédagogique des ZEP (et des enseignants en ZEP) est le suivant : Comment promouvoir - « tirer vers le haut » - un public scolaire globalement défavorisé ? Comment « injecter de l'excellence pédagogique » dans chaque école

(en milieu) populaire... et dans chaque quartier (l'espace éducatif local) ?

Pour répondre à ces interrogations, pour relever le défi, il faut au moins retenir un principe : « donner plus à ceux qui ont moins » c'est donner **beaucoup plus « d'intelligence »** aux élèves de ZEP : plus d'activités intellectuelles, plus d'aides aux apprentissages, plus d'apports didactiques, plus de situations de recherche, plus d'aides méthodologiques, plus d'occasions d'apprendre et de comprendre, plus d'entraide scolaire, plus d'aides au travail personnel, plus d'études dirigées, plus d'accompagnement scolaire...

« Donner beaucoup plus d'intelligence » c'est d'abord - ou surtout - l'affaire de l'école et des maîtres. Mais c'est aussi l'affaire des « partenaires de l'école », en particulier de ceux qui essaient de réaliser un accompagnement à la scolarité de qualité.

Gérard Chauveau

Chercheur associé à l'INRP et à l'APFEE (Association pour favoriser une école efficace)

